

RASSEMBLEMENT CONTRE la fusion des académies !

jeudi 28 février 2019 - 13h30 devant le rectorat

À l'appel de : A&I-UNSA, FNEC FP-FO, SGEN-CFDT, SNASUB-FSU, SUD-éducation et des non syndiqués

MOTION ADOPTÉE LE 25 FÉVRIER PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES PERSONNELS DU RECTORAT DE CAEN

« À la suite de l'intervention du Recteur confirmant la fusion des Académies de Caen et Rouen, les personnels syndiqués et non syndiqués du Rectorat de Caen et des Services, présents le 25 février 2019 en réunion d'information syndicale au Rectorat de Caen avec les organisations syndicales SNASUB-FSU, A&I-UNSA, SGEN-CFDT et FNEC FP FO, demandent au Ministre,



dans l'intérêt des personnels, dans l'intérêt des usagers, dans l'intérêt du service public :

- l'arrêt et l'abandon de l'expérimentation de fusion des académies de Caen et Rouen,
- la nomination d'un nouveau recteur à Rouen,
- le rétablissement de tous les postes nécessaires et le maintien de tous les contractuels.

Les personnels réunis avec leurs organisations syndicales appellent à un rassemblement devant le Rectorat de Caen

jeudi 28 février à 13h30. »

Déclaration intersyndicale A&I-Unsa, Snasub-FSU et Sgen-CFDT

A la rentrée 2017, le ministre Blanquer et notre recteur ont annoncé une soi-disant « expérimentation » menant en réalité à la fusion des deux académies de Caen et de Rouen. Le recteur de Caen a donc assumé les fonctions du recteur de Rouen, dont le poste était vacant depuis plusieurs mois.

Très vite, il a été décrété que cette expérimentation était une réussite et le gouvernement a annoncé à l'été dernier la généralisation du processus à la France entière.

Contre toute attente, le ministre Blanquer vient de décréter maintenant, après avoir écouté les acteurs de terrain, que c'était une mauvaise idée ... sauf pour la Normandie !

Nous sommes pourtant les mieux placés pour confirmer au ministre qu'un processus de fusion pose bien plus de problèmes qu'il n'apporte de bénéfices !

Ainsi, deux ans après la création d'une DIAFPIC regroupant les services de Caen et de Rouen, l'équilibre de fonctionnement n'a toujours pas été trouvé. Les personnels s'épuisent en déplacements continuels. Le lien hiérarchique est distendu. La catastrophe du GIP-FCIP de Caen serait-elle arrivée si brutalement si nous étions restés dans l'ancienne configuration ?

Nous avons connu les réorganisations décidées par le haut, en fonction des opportunités. C'est ce qui s'est passé à la DEC dans une situation intenable pour le chef de service et les personnels. C'est ce qui a failli se passer à la DPE. La DPPM sera-t-elle le prochain épisode ? Le processus annoncé de concertation avec les personnels concernés n'est mis en place qu'après les décisions, seulement pour en gérer les effets, pas pour en estimer l'opportunité.

Le risque de souffrance au travail devient de plus en plus fort. Les personnels sont sous tension : quel chef de service devra s'occuper d'un service multisite ? Qui devra aller voir ailleurs ? Qui devra changer de fonction parce que son service est centralisé à Rouen ? Les tensions sont palpables dans les bureaux devant les incertitudes qui s'accumulent.

Et les suppressions de postes qui sont annoncées chaque année n'aident en aucune manière à la sérénité !

Alors que partout en France, des personnels des rectorats jusqu'au ministre, on trouve que ces fusions de rectorat ne sont pas judicieuses, pourquoi la continuer en Normandie ? A quoi sert-il de continuer à expérimenter si personne n'est prêt à suivre l'exemple ?

Les trois syndicats représentatifs des personnels du rectorat, l'UNSA, la FSU et la CFDT, demandent donc au ministre de ne pas traiter la Normandie différemment du reste du territoire. Ils attendent la nomination d'un nouveau recteur à Rouen et le retour à deux rectorats bien distincts. Il est raisonnable maintenant de regarder la réalité en face et d'en tirer les conséquences. Dans l'intérêt de la santé des personnels. Dans l'intérêt des usagers. Dans l'intérêt du service public.

